

cliché, certains sont plus égaux que d'autres. Quand je pose une question à un ministre, c'est pendant la période des questions, parce que nous pouvons le faire à ce moment-là seulement si elle est urgente. Bien entendu, si nous devons attendre au moins deux ou trois jours pour obtenir une réponse, la période des questions perd sa raison d'être.

Les crédits dont nous sommes saisis nous font aussi prendre conscience du fait que dans un gouvernement, comme sur un navire en mer, les bernacles ont tendance à se coller à la coque et seul un radoub complet les enlèvera. Par exemple, nous avons encore énuméré les dépenses de la Commission royale sur le pilotage, de la Commission royale sur le bilinguisme et le biculturalisme, de la Commission royale sur la machinerie agricole, de la Commission sur les méthodes de sécurité et de la Commission sur la condition de la femme. Je veux que l'on comprenne bien que je ne suis pas anti-Canadien français, mais je tiens à signaler que la Commission sur le bilinguisme et le biculturalisme a déjà coûté plus de 7 millions de dollars aux contribuables.

● (3.40 p.m.)

Je pense que, dans l'ensemble, les Canadiens accueilleraient comme une mesure d'économie la fin des travaux de la commission royale la plus onéreuse de notre époque. Je suis le premier à dire que la Commission a rendu service. Elle nous a signalé la nécessité d'accorder une certaine reconnaissance à ceux qui sont d'ascendance française. Cependant, nous avons de graves problèmes économiques à l'heure actuelle et il faut réévaluer certaines de ces commissions.

Le même jugement s'appliquerait aux autres commissions. Par exemple, on affecte plus d'un demi-million de dollars à la Commission royale sur la condition de la femme. J'ai critiqué ces dépenses lors de la dernière campagne électorale, et je reste convaincu que le gouvernement peut et doit immédiatement mettre fin aux séances. La femme canadienne est aujourd'hui pleinement consciente de ses droits, de sa condition et de la place importante qu'elle occupe dans notre société. Le droit de propriété et le droit de vote leur sont acquis, les femmes peuvent se porter candidates au conseil municipal et à l'Assemblée législative d'une province, et nous comptons une représentante parmi nous à la Chambre des communes. De nos jours, on s'inquiète davantage, je pense, de la hausse du coût de tout dans notre société moderne et ce sont les frais de ces commissions royales, établis dans les prévisions du Conseil privé,

qui font monter constamment certains prix et rendent extrêmement difficile la tâche des femmes de toutes les classes de la société, lorsqu'il s'agit de joindre les deux bouts.

Sur ce, je termine, mais j'espère que le gouvernement songera sérieusement aux questions que j'ai soulevées.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le président, je ne veux pas écouter le débat sur l'absentéisme des ministres pendant la période des questions. Ceux qui veulent le poursuivre pourront le faire, mais, en guise de bref intermède, j'aimerais poser une ou deux questions sur le poste à l'étude. Si je m'en abstenais, je crois que je réfuterais un point que j'ai souvent fait valoir. J'ai souvent prétendu qu'à la Chambre nous n'étudions pas les prévisions budgétaires, mais nous nous en servons comme prétextes à débats.

L'hon. M. Drury: N'y changez rien.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Voilà bien un conservateur. C'est l'une des raisons pour lesquelles j'ai préconisé un plus grand usage des comités. C'est là, je crois, que les prévisions budgétaires devraient être passées au crible. Mais, pendant cet interlude, qu'il me soit permis de sortir mon crible et de poser une ou deux questions sur ce poste. Il s'agit du crédit n° 1, entretien et administration de la résidence du premier ministre. On nous propose de voter \$40,300. Suivant le Livre bleu que nous avons sous les yeux, c'est \$300 de moins que l'exercice financier précédent.

Le Livre dont nous sommes saisis est le budget révisé. Nous avions auparavant le budget non révisé où figurait le chiffre de \$41,100, de sorte qu'il semble que les frais d'entretien de la résidence du premier ministre ont été réduits de \$800. On avait donné beaucoup de publicité à cette coupure, non seulement dans les journaux mais à l'émission Max Ferguson le matin, notre meilleure source d'information peut-être. Personne n'aura oublié, je crois, l'intéressante réception faite à des hommes d'affaires à 24 promenade Sussex le soir qui suivit l'annonce des réductions, de même que la présence des femmes de ménage qui y travaillaient parce que leurs salaires réduits les contraignaient à aller travailler ailleurs durant le jour et à nettoyer le soir la résidence du premier ministre. Nous nous rappelons aussi le téléphone du premier ministre demandant aux chauffeurs de taxi de venir chercher ses invités car s'ils restaient plus longtemps, il devrait les nourrir. Une publicité énorme fut donc faite à l'extraordinaire décision du premier ministre de réduire